



**Les États membres devraient également constituer un Forum des pays fournisseurs de troupes, regroupant les principaux États concernés, qui se réunirait périodiquement pour examiner des questions opérationnelles générales relatives aux opérations de maintien de la paix et qui se prononcerait au nom de ces États.**

### ***Groupes d'amis***

Le Conseil de sécurité serait mieux placé pour prendre rapidement des mesures décisives s'il ne puisait pas uniquement ses conseils politiques et militaires dans les cercles assez restreints des États membres qui le constituent. Depuis quelques années, de nombreux « groupes d'amis » ont été mis sur pied afin de régler des controverses en coulisse, loin des organes délibérants officiels et entre les États membres dont la participation est essentielle au règlement du différend ou du conflit en question. Ces groupes pourraient jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de réunir un soutien politique et d'établir un consensus autour de mesures décidées par le Conseil de sécurité. Ils comprennent généralement des membres permanents du Conseil de sécurité, mais ils devront accueillir les États membres qui contribueront de manière substantielle à la résolution du problème, principalement en fournissant du personnel pour les opérations de paix.

On a eu recours dernièrement à cette démarche pour la création des groupes d'amis de Haïti et du Rwanda. Si une crise s'avère imminente, le secrétaire général, conjointement avec des États membres influents, devrait encourager la formation d'un groupe d'amis et proposer l'aide non officielle du Secrétariat pour ses travaux. Ces groupes aideraient considérablement le Conseil de sécurité et le secrétaire général dans la formulation d'avis politiques et dans le travail plus détaillé qui consiste à rédiger les mandats et à tracer des plans précis. Ils auraient accès à des opinions militaires professionnelles très tôt, avant tout débat officiel en conseil, à une étape où un sondage officieux des options militaires faciliterait grandement l'examen officiel du mandat d'une mission éventuelle. S'il fallait monter une opération rapidement, cet examen préalable et sans caractère officiel des options serait très utile aux fournisseurs éventuels de troupes.

---

**En recourant davantage aux « groupes d'amis » et en veillant à ce qu'ils soient bien conseillés sur le plan militaire, on pourrait améliorer sensiblement les processus décisionnels de l'ONU, ce qui favoriserait une réaction rapide**

---

L'examen officieux d'une question au sein d'un groupe d'amis contribuerait aussi à garantir au Conseil de sécurité l'appui politique nécessaire à l'adoption officielle d'une résolution pertinente. Quant au secrétaire général, ses plans, sa vision des opérations et la structure de la force qu'il proposerait seraient examinés par les États membres les plus à même de jouer un rôle clé dans la mise en oeuvre d'une mission. En recourant davantage aux groupes d'amis et en veillant à ce qu'ils soient bien conseillés sur le plan militaire, on pourrait améliorer sensiblement les processus décisionnels de l'ONU, ce qui favoriserait une réaction rapide.

- 2. Les États membres de l'ONU devraient s'inspirer de la pratique déjà établie qui consiste à réunir des groupes d'amis sans caractère officiel, afin de trouver des solutions à des situations géographiques particulières, mais aussi de conseiller le Conseil de sécurité ou le secrétaire général.**